

Kleinere Beiträge = Mélanges

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse**

Band (Jahr): **22 (1928)**

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

KLEINERE BEITRÄGE. — MÉLANGES.

La chapelle de Tercier.

Filiale de l'église de Blonay (Vaud), cette chapelle est située à l'extrémité orientale du village de Tercier, à gauche de la route tendant à La Chiésaz où se trouve la paroissiale. Elle se compose d'une nef à poutraison apparente, fermée au nord par un chœur rectangulaire, voûté et de style gothique. Le clocher, construit directement sur la nef, un peu en retrait de la façade remaniée au XVII^{me} siècle, renferme une cloche et une horloge.

Quand et par qui la chapelle de Tercier a-t-elle été fondée ? Un document conservé dans les archives de la commune de Vevey donne, à cet égard, quelques précisions utiles à noter. Il s'agit d'un « inventaire des « tiltres, lectres et aultres instrumens appartenant à Noble Jean François « de Cojonay, seigneur de Saint Martin du Chêne.... lesquelles choses « Noble et Puissant Henry de Cojonay son frère promet de restituer au « dit Noble Jean François de Cojonay, toutes et quantes fois il en sera « requis.

« Fait à Vevey, dans la maison du dit Noble Jean François de Cojonay, « le 14 mars 1525. » ¹

Ce catalogue renferme une liste d'objets mobiliers les plus divers, ainsi que les analyses très sommaires d'une grande quantité d'actes relatifs aux droits possédés par la famille de Cojonay aux XV^{me} et XVI^{me} siècles. A la page 6 et suivantes sont inscrits ceux qui concernaient la chapelle en question. Nous les résumons comme suit :

1503 avril 5. Lettre de la Chapelle Saint-Antoine construite entre Tercier et Cojonay, avec le consentement du Vicaire de Monseigneur l'Evêque de Lausanne et ceux du prieur et du curé de Blonay. Acte reçu par Audet Richard, notaire.

1504 mai 18. Lettre de résignation du bénéfice de la dite chapelle, par Domp Antoine Michod, en faveur de Domp Humbert Cojonay dit Chastellan. Acte reçu par Légier Martignier, notaire.

1505 juillet 8. Consentement et licence de Monseigneur l'évêque de Lausanne. Acte reçu par Colleti, notaire.

Deux autorisations de pouvoir faire sépulture en la dite chapelle, accordées, l'une par le prieur de Blonay (acte reçu Griffon, notaire), et l'autre par le Curé du même lieu (acte reçu par Luysi, notaire).

¹ L'emplacement de cette maison, qui se trouvait au Bourg Bottonens, est occupé actuellement par l'immeuble portant le N^o 10 de la rue d'Italie, à Vevey.

1507 août 10. Donation faite par Noble Nicod de Cojonay à Domp Humbert Chastellan dit Cojonay de certaines parcelles de vignes sises rière Tercier et Cojonay, à charge par ce dernier de dire deux messes chaque semaine dans la chapelle de Bahyse, dont il est recteur, construite entre Cojonay et Tercier. Acte reçu par Jaques Martignier, notaire.

1507 novembre 27. Concession accordée par Noble Nicod de Cojonay, aux syndic et communauté de Blonay, du droit de jouir des avantages et privilèges attachés à la dite chapelle. Acte reçu par Jaques Martignier, notaire.

1508 mai 6. Donation en faveur du prieur et du curé de Blonay, par Noble Nicod de Cojonay, d'une créance de 15 livres. Intérêt annuel : 15 sols. Actes reçus par le même Jaques Martignier, notaire.

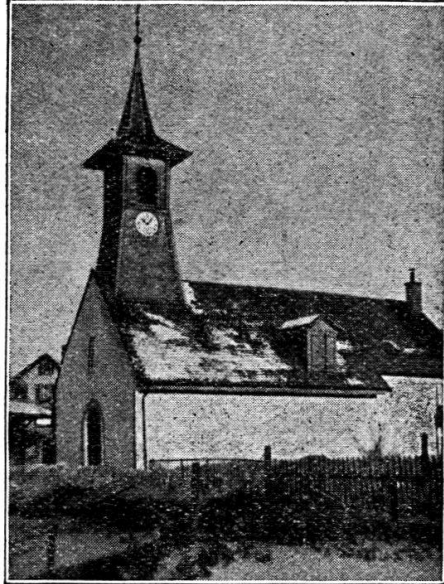
1509 juin 10. Concession faite par le dit Noble Nicod de Cojonay à Nicod Guey (sic) et à sa femme non dénommée d'un droit de sépulture dans la dite chapelle. — Acte reçu par Jaques Martignier, notaire.

1522 juin 6. Reconnaissance de Messire François Ravenel, en vertu de laquelle ce dernier confesse avoir reçu en garde les ornements de la dite chapelle. Acte reçu par Duchable, notaire.

Dans le chapitre des *meubles et utencilles de maison* figurent quelques articles curieux, parmi lesquels nous citons :

- une ymage sainte Barbe, sur toile,
- deux petites ymages Nostre Dame enchassées en bois,
- un saint Jérosme sur parchemin,
- un tapis de Turquie pour une table,
- une grande couverture de lit en tapisserie,
- une autre petite couverte de même, toutes deux en couleur,
- une petite colovrine portant son feu avec la charge, et autres artifices nécessaires,
- une robe de drap noir quasi usée, etc., etc.

Chose regrettable, tous les documents cités plus haut semblent avoir définitivement disparu. En effet, nous les avons vainement cherchés, soit à Vevey dans le fonds, cependant très riche, des archives de la famille de Cojonay¹, soit dans celles de la commune et de la paroisse de Blonay, soit enfin aux Archives cantonales vaudoises. Force est donc de tirer parti des brèves mentions parvenues jusqu'à nous.



Chapelle de Tercier.

¹ Déposé aux Archives communales : *actes privés*.

Malgré leur laconisme, ces analyses d'actes renferment des indications suffisamment claires pour permettre de préciser certains faits relatifs à l'origine de notre chapelle.

Tout d'abord, il est évident que celle-ci fut fondée le 5 avril 1503 sous le vocable de saint Antoine, par Noble Nicod de Cojonay avec le consentement du vicaire général de l'Evêché de Lausanne, et ceux du prieur et du curé de Blonay.

Cette fondation fut approuvée par Aymon de Montfaucon, évêque de Lausanne, le 8 juillet 1505, et, d'autre part, le fondateur et ses descendants obtinrent des autorités ecclésiastiques de la paroisse un droit de sépulture dans la chapelle nouvellement fondée. Auparavant, le caveau funéraire de la famille de Cojonay se trouvait dans le chœur méridional de l'église paroissiale où l'on voit encore une pierre tombale portant leurs armoiries ¹.

Par acte du 10 mai 1509, un communier de Blonay nommé Nicod Guex, ainsi que sa femme, acquirent la faculté d'être ensevelis dans la chapelle qui nous occupe.

La chapelle de Tercier était pourvue des ornements nécessaires au culte, et son fondateur l'avait dotée d'un revenu suffisant pour la célébration de deux messes par semaine. Ces offices étaient publics ; la population de Tercier et des hameaux voisins y assistaient de droit en vertu d'un privilège spécial accordé par Nicod de Cojonay lui-même aux syndic et communauté de Blonay, le 27 novembre 1507.

Enfin, les desservants étaient nommés par le fondateur, et après le décès de celui-ci, par ses descendants. Le premier chapelain fut Messire Antoine Michod. Nommé en avril 1503, il résigna sa charge le 18 mai de l'année suivante en faveur de Domp Humbert Cojonay, dit Châtelan ou Châtelain, originaire du hameau de Cojonay, situé dans la même paroisse.

Ce dernier, qui était encore en fonctions en août 1507, eut pour successeur, probablement médiat, Messire François Ravenel mentionné dans un acte du 6 juin 1522.

Quelques détails généalogiques sur la famille du fondateur de la chapelle dont il s'agit nous semblent à leur place dans cette notice.

Au moyen âge, deux familles d'antique noblesse se partageaient les droits de fief et de juridiction sur la paroisse de Blonay. Ce sont, d'une part, les de Blonay qui comptent encore des représentants dans le pays et, de l'autre, les de Cojonay, leurs vassaux, éteints, sauf erreur, dès le milieu du XVI^{me} siècle. Ceux-ci, qui remontaient à Henri Cojonay, donzel et feudataire d'Oron en 1248, possédèrent des biens dans toutes les paroisses de la région (Blonay, Vevey-La-Tour, Montreux, Corsier, etc.) et même jusqu'à Lausanne.

La fin du XV^{me} siècle marque pour eux l'apogée d'une période particulièrement brillante. C'est ainsi qu'en 1484 Nicod, le fondateur de la

¹ Les de Cojonay possédaient également, dans l'église de Saint-Martin, à Vevey, une autre chapelle qui, dès le milieu du XVI^{me} siècle, devint la propriété de la ville de Vevey et servit de lieu de sépulture aux membres du Conseil.

chapelle de Tercier, acquit de Noble Jean d'Allinges, le château et seigneurie de Saint-Martin du Chêne. Plus tard, il exerça, à Lausanne, la charge de bailli épiscopal (1500 à 1520).

Il fut père de : *Henri*, mort vers 1540, qui hérita de la Terre de Saint-Martin.

Jean François qui eut sa part de biens paternels rière Blonay, et *Jean* qui obtint la sienne rière Vevey et lieux circonvoisins.

Noble Henri de Cojonay, fils de Nicod, seigneur de Saint-Martin du Chêne, fut l'un des chefs de la Confrérie de la Cuillier (1520-1527), et acheta en 1538, de Noble Claude de Vergy, le château et seigneurie de Montricher, pour le prix de 10,000 fr. de notre monnaie.

Il fut père de *Gaspard*, mort sans postérité en 1537; *Rose*, femme de Noble Charles de Saint-Joire, seigneur de la Chapelle-Marin, près Thonon, et *Françoise*, mariée à Jaques de Genève, seigneur de Boringe (Haute-Savoie). Actuellement, il n'existe plus, croit-on, aucun descendant même indirect de la famille de Cojonay.

Jusqu'à ce jour, la date de la fondation et le nom du fondateur de la chapelle de Tercier étaient complètement ignorés. En les faisant sortir de l'oubli, nous nous sommes demandé s'il n'y aurait pas lieu de perpétuer le souvenir de l'acte de foi accompli il y a quatre siècles par Noble Nicod de Cojonay.

Notre proposition de faire apposer à l'intérieur de l'édifice une plaque commémorative remplissant ce but a reçu le meilleur accueil de la part des autorités civiles et ecclésiastiques intéressées à la question.

Ajoutons à titre de renseignements que la chapelle a été restaurée en 1918; un magnifique vitrail représentant des scènes de la Passion, don d'un particulier généreux, éclaire le vieux sanctuaire. Depuis plusieurs années, des cultes selon le rite anglican y sont célébrés pendant l'été et régulièrement chaque dimanche dès 1926. Le pasteur de la paroisse y préside également un culte le dernier dimanche de chaque mois à 9 h. en été et à 14 h. d'octobre à avril.

F. RAOUL CAMPICHE, *archiviste*.

Zur Entstehungsgeschichte des X. Gerichtenbundes in Graubünden.

Die III Bünde, die den rätschen Freistaat, den heutigen Kanton Graubünden ausmachen, haben eine ganz verschiedene Entstehungsgeschichte. Der Gotteshausbund (1367) galt der Abwehr gegen das mächtig um sich greifende Österreich. Die zahlreichen Fehden, die im bündnerischen Oberlande und den daran grenzenden Tälern im XIV. Jahrhundert ausgefochten wurden, ließen das Bedürfnis nach Ruhe und Rechtssicherheit mit solchem Ungestüm erwachen, daß sich Herren und Untertanen im

Obern oder Grauen Bunde verbanden (1424). Im Osten rätischer Lande hatte sich ein bedeutender Komplex von Tälern in den Händen derer von Toggenburg zusammengefunden, die schließlich Graf Friedrich VII., als letzter seines Stammes, in seiner Hand vereinigte. Es waren sowohl Allodial- als auch Lehensgüter, über die der mächtige Dynast in so reichem Maße verfügte.

Das wichtigste Lehen, das Friedrich VII. in Graubünden besaß, war das Tal Schanfigg. Der eigentliche Landesherr war der Bischof von Chur, welcher das Tal s. Z. den mächtigsten rätischen Dynasten, den Freiherren von Vaz, zu Lehen erteilt hatte.¹ Mit dem Tode Donats von Vaz (zwischen 1334 und 1338) erloschen diese Freiherren. In das reiche Erbe Donats teilten sich dessen zwei Töchter, Ursula und Kunigunde. Erstere war mit Graf Rudolf von Werdenberg-Sargans vermählt. Ihr fiel in der Erbteilung das Schanfigg zu.² Im Jahre 1353 verkaufte sie jedoch das Tal an ihre Schwester Kunigunde und deren Gemahl Graf Friedrich V. von Toggenburg.³ Diesen Verkauf erneuerten zehn Jahre später (1363) Gräfin Ursula und ihr Sohn Johannes I. von Werdenberg.⁴ Unabgeklärt ist es, wie Bischof Hartmann das Tal neuerdings (1393) den Söhnen des genannten Grafen Johann zu Lehen erteilen konnte.⁵ Sicher ist jedoch, daß das Schanfigg später toggenburgischer Besitz war, denn es tritt im Nachlasse Friedrichs VII. von Toggenburg auf. Am 30. April 1436 starb dieser mächtige Dynast, mit dem das gräfliche Geschlecht ausstarb.⁶ Was sollte mit dem reichen Erbe geschehen? Zürich und Schwyz schlugen sich im alten Zürichkrieg um das schöne Gasterland und auch in Graubünden sah man den Dingen nicht müßig zu. Schon am 8. Juni 1436 hatten sich die currätischen Untertanen Friedrichs VII., im Einverständnis mit der Gräfin Witwe, zum Bunde der Gerichte vereint. Sie bekundeten als Zweck des Bundes ihren festen Willen, sich beim Herrschaftswechsel nicht an verschiedene Herren verteilen zu lassen. Ungeteilt wollten sie einem Herrn zufallen.⁷ Die Gefahr einer Zersplitterung drohte nämlich, als die Intestaterben Friedrichs VII. dessen Testament nicht anerkennen

¹ Vergl. *Castelmur*, Maladers und die kirchlichen Verhältnisse im Schanfigg (Bündn. Monatsblatt, 1923, und separat), p. 2 f.

² Vergl. *J. J. Simonet*, Die Freiherren von Vaz. Ingenbohl o. D., p. 86 ff.

³ *Mohr*, Codex diplomaticus III, Nr. 52.

⁴ *Mohr Th. v.*, Codex diplomaticus III, Nr. 108.

⁵ Quellen zur Schweiz. Geschichte X, Nr. 111.

⁶ *Moor C. v.*, Geschichte von Currätien und der Republik « Gemeiner drei Bünde » I, p. 353, Chur 1870.

⁷ l. c., p. 354. Der Text des Bundesbriefes ist gedruckt bei: *C. Jecklin*, Urkunden zur Verfassungsgeschichte Graubündens, Nr. 18 (Jahresbericht der hist. ant. Gesellsch. Graubündens, 1883). Das Einverständnis der Untertanen mit der Gräfin Witwe Elisabeth, geb. v. Mätsch, ergibt sich aus einer Urkunde von 1452 im Gem. Archiv Lenz: « . . . und machtind ain verainung und ain bund mit ainander mit willen und raut da wolgeborenen, miner gnädigen frowen von Tockenburg. . . . » *Jecklin*, l. c., p. 32.

wollten, das allen Besitz an Allodial- und Lehensgütern der Gräfin Witwe zuerkannt hatte.¹

Der erste Ansturm auf die geplante Einigkeit der currätischen Untertanen erfolgte aber nicht von den genannten Erben aus, sondern durch den Bischof von Chur, welcher das Tal als heimgefallenes Lehen für sein Bistum forderte. Da der neue Bund aber keine Zersplitterung der Gerichte zugeben wollte, wurden die Ansprüche des Bischofs von den Untertanen nicht anerkannt. Sie verweigerten den verlangten Treueid und schritten sogar zur Beschlagnahmung der Bistumseinkünfte im Tale. Bischof Johann von Chur, der mit seinen Untertanen in guten Verhältnissen stand, versuchte seine Ansprüche nicht mit Gewalt, sondern mit friedlicheren Mitteln zur Geltung zu bringen. Er wandte sich in einer Klageschrift an das Konzil von Basel und bat die versammelten Prälaten, gegen das ihm zugefügte Unrecht einschreitend, die Leiter der Bewegung vor das Tribunal des Konzils zu beordern. Bischof Johann bestätigte seine Klagepunkte gegen die Schanfigger durch eidlich beglaubigte Aussagen mehrerer Zeugen. Das Konzil beauftragte den Dr. jur. Wilhelmus Hugonis, Erzdiakon von Metz, mit der Untersuchung des Falles. Dieser zitierte den Ammann, sowie die Bewohner des Tales vor seinen Richterstuhl. Das Zitationsdekret wurde u. a. auch an der Domkirche zu Chur und an der Pfarrkirche zu Zizers angeschlagen. Zu den verschiedenen anberaumten Rechtstagen, an denen niemand aus dem Schanfigg erschien, ließ sich der Bischof sukzessive durch Magister Johannes Urnut, Johannes de Ortenberg und Magister Albert Schiepal vertreten. Das bischöfliche Gesuch, eine Anerkennung der Lehensrechte durch das Konzil zu erlangen, wurde vom beauftragten Richter in contumaciam erfüllt. Am 10. September 1436 erklärte Wilhelmus Hugonis, der Bischof von Chur sei der wirkliche Herr des Schanfiggertales, dessen Hoheitsrechte die Bewohner des Tales anerkennen müßten. Für den Fall, daß sich die Untertanen diesem Richterspruche nicht fügen wollten, verhängte der Richter über den Ammann und die Bewohner des Tales den Bann. Dieses Banndekret mußte in den Diözesen Chur, Lausanne, Konstanz und Basel, also beinahe in der gesamten heutigen Schweiz verkündet werden.²

Das Einschreiten der Basler Synode zugunsten des Bischofs scheint von Erfolg begleitet gewesen zu sein, denn von Gewalttaten der Schanfigger gegen das Hochstift vernimmt man nichts mehr. Allerdings hatte sich auch die Lage der Dinge inzwischen zu verändern begonnen. Die Gräfin Witwe von Togenburg war des allseitigen Streites müde und trat am 11. April 1437 alle ihre Herrschaften an die Intestaterben ihres Mannes ab. In der nun folgenden Teilung kamen Schanfigg, Churwalden, Belfort, Davos und Klosters gemeinsam an Kunigunde, Graf Wilhelm von Montfort's (Tettngang) und Catharina, Graf Johanns von Sax-Misox' Gemahlinnen.³

¹ Moor, l. c.

² Vergl. Anhang.

³ Moor, l. c. I, p. 356.

Die meisten Gerichte des Bundes blieben somit unter einer Herrschaft vereinigt. Dies scheint die Gemüter im Schanfigg beruhigt zu haben, zumal auch auf eine friedliche Auseinandersetzung mit dem Bischof durch genannte Erben zu hoffen war. Der Bischof gab aber seine landesherrlichen Ansprüche nicht auf. Offenbar war es ihm daran gelegen, klar und nachdrücklich das Faktum zu betonen, daß das Schanfigg Lehen des Bistums und nach Lehensrecht dem Hochstifte zu freier Verfügung heimgefallen sei. Es handelte sich also um eine Lehensfrage, und solche wurden vom Pfalzgericht, d. h. von den bischöflichen Ministerialen und Lehensmannen beurteilt. Den Vorsitz des Pfalzgerichtes führte der Marschall des Bistums Chur. Das Marschallamt war ein Lehen im Besitze der Familie von Marmels. So sehen wir denn das Pfalzgericht unter Conradin von Marmels in der bischöflichen Pfalz oder Residenz Fürstenau am 19. März 1437 zusammentreten. Vor dem Gerichte erschien der Bischof Johann von Chur mit seinem Anwalt Rudolf Schuler von Castelmur. Sie führten aus, wie das Schanfigg immer bischöfliches Lehen gewesen sei. Da nun Graf Friedrich VII. « ân liberben layder abgangen und gestorben ist . . . und mit schild und helm vergraben » worden sei¹, forderten sie den Heimfall des Lehens. Der Bischof erklärte aber, allfällige Rechte Dritter anzuerkennen,

Es ist interessant, festzustellen, daß nicht die oben genannten Erben Friedrichs VII., sondern die *Untertanen* aus dem Schanfigg vor das Pfalzgericht, das ein ausgesprochenes feudales Standesgericht war, als Gegenpart zitiert worden waren. Offenbar hatte man erkannt, daß die Nachfolgefrage in der Talschaft nicht über die Köpfe der Untertanen hinweg gelöst werden konnte. Als Vertreter der Schanfigger, war deren Ammann Hans Conrad erschienen. Conradin von Marmels forderte ihn auf, namens seiner Auftraggeber zur bischöflichen Forderung Stellung zu nehmen. Hans Conrad teilte dem Gerichte aber nur mit, sein Auftrag sei nur « zu lösen » und sich nicht in Verhandlungen einzulassen. Aus dieser Stellungnahme scheint der oben angedeutete Schluß zulässig, daß die hauptsächlichste Opposition der Talschaftsleute gegen den Bischof gebrochen war, denn sonst hätten sie gewiß eine andere Stellung eingenommen. Offenbar waren Verhandlungen zwischen dem Bischof und den Erben Friedrichs VII., denen das Schanfigg zugeteilt worden war, vorausgegangen, wonach der Bischof diese mit dem Tale belehnen werde. Der Vereinigung der Gerichte drohte auf diese Art keine Gefahr und die Oberhoheit des Bischofs war auch anerkannt. So läßt sich die Haltung des Landammanns von Schanfigg zu Fürstenau erklären.

Da gegen die Forderung des Bischofs keine Einsprachen erhoben worden waren, urteilte das Pfalzgericht: Schanfigg sei ein heimgefallenes Lehen. Der Bischof wurde zwar verpflichtet, allfällige berechnigte Ansprüche Dritter zu respektieren.² Offenbar faßte man eine Belehnung

¹ cfr. *Castelmur*, Conradin v. Marmels und seine Zeit, p. 51 (Freiburger Dissertation 1922).

² Orig. Perg. Gemeindearchiv Langwies. Druck, J. G. Mayer und F. Jecklin, Der Katalog des Bischofs Flugi vom Jahre 1645. Anhang, Nr. 18. (Jahresbericht der hist. ant. Gesellsch. Graubünden 1901.)

der Erben Friedrichs VII. schon damals ins Auge. Doch diese erfolgte noch nicht, da die Handänderungen noch nicht abgeschlossen waren. Graf Johann von Sax und seine Gemahlin traten nämlich ihren Anteil an den sechs Gerichten (darunter auch Schanfigg) ums Jahr 1438 an Graf Wilhelm von Montfort-Tettnang ab, sodaß nun die sechs inneren Gerichte des Bundes tatsächlich in einer Hand vereinigt waren.¹ Nun erst erfolgte die bischöfliche Belehnung mit dem Tale. Am 24. Oktober 1439 erteilte Bischof Johann dem Grafen Heinrich, dem jüngsten Sohn des Grafen Wilhelm von Montfort-Tettnang, das Schanfiggertal als Lehen.²

Dadurch war die ganze Bewegung zu einem friedlichen Abschluß gelangt. Der Bund der Gerichte hatte einen schönen Erfolg errungen, und das Bündnis, das ursprünglich nur die Unteilbarkeit der Gerichte bezweckte, hatte sich bewährt und wurde sukzessive zu einem ewig dauernden Bunde.

Archidiacon Guillelmus Hugonis spricht namens des Basler-Konzils auf Ansuchen des Bischofs Johann von Chur den Bann aus gegen alle Amtsleute und Bewohner des Schanfiggs und belegt das Tal mit Suspension, da es gegen den Bischof von Chur rebellierte.

1436 Sept. 10 Basel³

Guillelmus Hugonis legum doctor, archidiaconus Metensis, iudex et commissarius causarum et cause ac partibus infrascriptis a sacrosancta venerabili synodo Basileensi in spiritu sancto congregata, universalem ecclesiam representante specialiter deputatus, universis et singulis dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis, cantoribus, custodibus, thesaurariis, sacristis, tam cathedralium quam collegiatarum canonicis, parrochialium ecclesiarum rectoribus ac locatenentibus eorumdem, plebanis, viceplebanis, capellanis, curatis et non curatis, vicariis perpetuis, altaristis ceterisque presbiteris, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per civitates et dioces. Curiensem, Lausanensem, Constantiensem, Augustensem ac alias ubilibet constitutis et cuilibet eorum insolidum ac illi vel illis, ad quem seu quos presentes nostre littere pervenerint, salutem in domino et mandatum nostris [litteris] ymo verius dicte sacrosancte sinodi firmiter obedire.

Noveritis quod pridem dicta sacrosancta synodus quandam commissionem seu supplicationis cedula nobis per certum suum cursorem presentari fecit, quam nos cum ea qua decuit reverentia recepimus huiusmodi sub tenore : Reverendissime pater : recurrit ad hanc sanctam synodum

¹ Moor, l. c. I, p. 357.

² Mayer und Jecklin, l. c., 87, Anhang, Nr. 20.

³ Orig. Pergament, bisch. Archiv Chur, ist in sehr kleiner Schrift geschrieben und sehr umfangreich. Deshalb sollen hier nur die wesentlichen Stellen geboten werden, unter Weglassung aller Wiederholungen und der Formeln.

Basileensem devotissimus ecclesie filius *Johannes episcopus Curiensis* non sine gravi querela humiliter exponendo, quod licet terra vallis *Schanfigg* Curiensis diocesis, sic vulgariter nuncupata et appellata, pleno iure ad ecclesiam ac episcopum pro tempore Curiensem spectasset, pertinuisset, etiam per tantum tempus, citra memoriam hominum in contrarium non existat, ac sic fuerit et erat prout prefatus dominus Johannes, modernus episcopus esse deberet in eiusdem vallis et eius domini possessione seu quasi pacifica et commota absque hoc, quod aliquibus aliis et presertim adversariis infrascriptis in dicta valle iuribusque et pertinentiis eiusdem jus proprietatis sive dominium aliquod competitivisset aut se de illis intro-misissent aut aliquo titulo intromittere potuissent, saltem legitime ad aliquem sic unquam spectasset prout nec spectat de presenti. Nichilominus tamen officiales sive ministri inhabitatoresque et incole ac tota communitas dicte vallis, quo spiritu ducti nescimus, se ab obediencia dicti domini episcopi subtrahere et contra eum insurgere bonaque et jura dicta episcopatus sibi usurpare ac cum gravi iactura ipsius domini episcopi et ecclesie sue locupletari et sequestrari querentes homagium sive fidelitatis iuramentum prefato domino episcopo dari, solutum prestare recusant ac denegant, ymmo quidem deterius etiam fructus, redditus et proventus exinde quomodolibet provenientes, temere et de facto dampnabiliter eis imbursare non verentur, dictum dominum episcopum illis privando et spoliando, in animarum suarum grave periculum, ipsiusque domini episcopi et ecclesie sue, iuriumque suorum preiudicium non modicum dampnum et gravamen.

Dignetur igitur P. V. R. omnes et singulas causam et causas, quam et quas prefatus dominus Johannes episcopus movet seu movere vult contra et adversus officiales sive ministros incolasque et inhabitatores ac communitatem predictos dicte vallis *Schanfigg*, prefate Curiensis diocesis, de et super dicta valle, iuribus et pertinentiis eiusdem ac eorumdem omnium spoliatorum et privatorum ac homagii sive fidelitatis iuramenti prestatione, devertatione et recusatione necnon expositione et interesse rebusque aliis occasione alicui ex venerabilibus viris dominis huius sancte synodi causarum iudicibus commissionem audiendi, cognoscendi, et sine debito terminandi cum omnibus et singulis suis mergentibus, incidentibus et dependentibus cum potestate etiam citandi officiales, ministros incolasque et inhabitatores ac totam communitatem dicte vallis necnon omnes et singulos interesse putantes coniunctim et divisim et in executione, citatione nominandi ac etiam per edictum, ad eos tutus non pateat accessus necnon illis et quibuscumque aliis tam ecclesiasticis, quam secularibus personis sub ecclesiasticis penis et censuris in hoc loco sacri concilii extra et ad partes inhibendi totiens quotiens opus erit, non obstante quod causa seu cause huiusmodi non sint in eodem sacro concilio de juris necessitate tractande neque finiende ac aliis in contrarium forsitan faciendi non obstantibus quibuscumque in dicte commissionis sive supplicationis cedula scripte erant.

[folgen die 3 verschiedenen Citationen der *Schanfigger*, zu denen sie nicht erschienen; worauf als Urteil gefällt wurde:]

Nos tunc dictos citatos non comparentes reputavimus merito, prout caute exigenda justitia, contumaces et in eorum contumaciam in ultimo predictorum termino omnes officiales sive ministros ac inhabitatores et incolas in scriptis excommunicavimus ac comunitatem vallis Scaffig ex adverso principales predictos ob multiplicem eorum contumaciam a divinis suspendimus, prout excommunicamus et suspendimus presentium per tenorem. . . . Omnes et singulos officiales sive ministros, inhabitatoresque et incolas excommunicatos necnon comunitatem vallis Scaffig ex adverso principales predictos a divinis suspensos per vos ut premittitur in vestris ecclesiis, monasteriis et capellis singulis diebus dominicis et festivis ac alias, ubi, quando et quotiens opus fuerit et ut prefertur fueritis requisiti seu requisitus ex parte nostra, ymmo verius dicte sacrosancte synodi publice alta et intelligibili voce nunciatis et publicetis ac ab aliis, quantum in vobis fuerit, ita nunciari et publicari faciatis et procuretis, tamdiu et donec et quousque a nobis vel superiori nostro meruerint a sententiis predictis absolutionis beneficium obtinere; absolutionem vero omnium et singulorum, qui prefatam nostram excommunicationis sententiam incurrerint seu incurrerit quoquo modo, nobis vel superiori nostro tantummodo reservamus. etc. etc.

Datum et actum Basilee in ambitu conventus fratrum Minorum etc. sub anno a nativitate domini millesimo quadringentesimo tricesimo sexto, indicione quartadecima, die lune decima mensis Septembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Eugenii divina providentia pape quarti anno sexto etc.

(Das Siegel des Guillermus Hugonis hängt gut erhalten.)

S. T. Ego Johannes Bernardi de Gheffon, clericus Leod. dioc. publ. apostolica et imperiali auctoritate notarius etc.

Orig. Perg. bisch. Archiv, Chur.

Ant. v. Castelmur.

